

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (ibid.). — Est proclamé Secrétaire de l'Assemblée Nationale Constituante [14 juin 1946] (p. 2539).

Dépôt :

Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réparer en faveur des retraités de l'Imprimerie nationale une injustice commise par Vichy, n° 858,

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, GUERRE [11 juillet 1946] (A., p. 2652). — Est entendu sur la date de discussion des interpellations de MM. Denais et Bruyneel sur la situation des petits rentiers et épargnants [26 juillet 1946] (p. 2822). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2827) ; — du projet de loi portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat ; en activité et en retraite, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 10 : *Crédits supplémentaires* [2 août 1946] (p. 2973) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; Art. 4 bis nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4034) ; Art. 125 : *Son amendement* (p. 4054) ; Art. 153 A nouveau : *Ses observations* (p. 4066) ; Art. 154 : *Son amendement* (p. 4066) ; Art. 125 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4107) ; AIR, Chap. 3 : *Soutient l'amendement de M. Grésa* [2 octobre 1946] (p. 4414) ; IMPRIMERIE NATIONALE, Art. 76 : *Son amendement sur la caisse de secours* [3 octobre 1946] (p. 4520) ; *le retire* (ibid.).

LANDRY (M. Adolphe), Député du département de la Corse.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 2555). — Est nommé membre titulaire de la

Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [18 juillet 1946] (p. 2675).

Dépôts :

Le 26 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 266. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 306. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi concernant l'assistance à la famille, n° 309. — Le 2 août 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi fixant le régime des prestations familiales, n° 355. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative à la structure sociale des sociétés anonymes, n° 378. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 379. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Landry et plusieurs de ses collègues concernant l'assistance à la famille, n° 604.

Interventions :

Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [6 août 1946] (A., p. 2984 et suiv.) ; Art. 9 : *Amendement de M. Segelle* (p. 2994) ; Art. 10 : *Amendement de M. B. Petit* (ibid.) ; *Amendement de Mme Méty* (p. 2996) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Ses observations sur l'article* [3 septembre 1946] (p. 3489) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 M : *Son amendement* [4 septembre 1946] (p. 3526).

LANIEL (M. Joseph). Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554). — Est proclamé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* [14 juin 1946] (p. 2538).

Dépôts :

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à proroger le délai de paiement de l'impôt de solidarité nationale en faveur des contribuables sinistrés ou spoliés par suite de faits de guerre, n° 436. — Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation intégrale des dommages de guerre, n° 439. — Le 1^{er} octobre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, n° 1142. — Le 5 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, n° 1218.

Interventions :

Préside la 1^{re} séance du 2 août 1946 (A., p. 2919) ; la 3^e troisième séance du 22 août (p. 3252) ; la 1^{re} séance du 29 août (p. 3389) ; la 2^e partie de la séance du 11 septembre (p. 3646) ; la 3^e séance du 18 septembre (p. 3812) ; la 3^e séance du 25 septembre (p. 4061). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1^{er} août 1946] (p. 2880). — Participe à la discussion : des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 11^e alinéa* [29 août 1946] (p. 3408) ; du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 4006) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [3 octobre 1946] (p. 4528) ; — du projet et de propositions de loi sur les dommages de guerre : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [4 octobre 1946] (p. 4580).

LAREPPE (M. Pierre), Député du département des Ardennes.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes

et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin sur la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3158). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; Art. 5 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Thiriet concernant les dommages causés aux territoires ayant subi une annexion de fait* [4 octobre 1946] (p. 4602).

LATTES (M. Robert), Député du territoire du Soudan-Niger (Collège des citoyens).

Son élection est validée [1^{er} août 1946] (A., p. 2885). — Est proclamé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [20 août 1946] (p. 3184).

Dépôt :

Le 24 septembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier dès leur naissance les métis des territoires d'outre-mer de l'Union française des droits attachés au titre de citoyen français, n° 1015.

LAURENS (M. Camille), Député du département du Cantal.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales [26 juin 1946] (p. 2554).

Interventions :

Est entendu dans la discussion : des projets de loi sur les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank : *Discussion générale* [1^{er} août 1946] (A., p. 2901) — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires :